

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 4 juillet 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MAGNESITA REFRACTORIES**

63 RUE DU PETIT BRUXELLES  
BP 169  
59300 Valenciennes

Références : V2/2025-229  
Code AIOT : 0007000861

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement MAGNESITA REFRACTORIES implanté 63 rue du Petit Bruxelles BP 169 59300 Valenciennes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite d'inspection porte sur le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/08/2024 pris par M. le Préfet du Nord suite à la visite d'inspection précédente du 13/02/2023 consécutive à une plainte pour nuisances sonores.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAGNESITA REFRACTORIES
- 63 rue du Petit Bruxelles BP 169 59300 Valenciennes
- Code AIOT : 0007000861
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site MAGNESITA REFRACTORIES à Valenciennes est spécialisé dans la fabrication de briques réfractaires cuites, destinées uniquement au milieu de la sidérurgie pour la production d'acier inoxydable.

Les matières premières utilisées sont la dolomie et la magnésie ainsi que des liants (paraffine, cire et huile de soja). Le site présente 2 fours de cuisson.

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 complété par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/01/2010 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/01/2017 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/01/2024.

Le site est soumis à :

- autorisation au titre des rubriques suivantes :
  - 2523 : Fabrication de produits céramiques et réfractaires. La capacité maximale de production est de 230 t/j ;
  - 3350 : Fabrication de produits céramiques par cuisson ;
- enregistrement au titre de la rubrique 2515-1 : Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes (référentiel réglementaire : arrêté ministériel du 26/11/2012).

Les activités du site relèvent donc de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Emissions sonores : niveaux d'émergence	Arrêté Préfectoral du 26/06/1997, article 13.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récolement MED - Emissions sonores :	AP de Mise en Demeure du 19/08/2024, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	mesure des émergences		
2	Récolement MED - Emissions sonores : niveaux de bruit en limite de site	AP de Mise en Demeure du 19/08/2024, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les niveaux de bruit en limite de site imposés par l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 ne sont pas respectés en période nocturne sur 2 points. Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/08/2024 ne sont donc pas respectées.

Néanmoins, il ressort que l'exploitant est dans une démarche concrète de mise en conformité de ses installations avec la mise en place prochaine d'un silencieux en cheminée, mais que cette démarche n'est pas aboutie à ce jour.

Compte tenu des mesures effectivement prises et des démarches engagées, aucune sanction administrative n'est proposée à ce stade.

Par ailleurs, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/08/2024, relatives à la réalisation de mesures acoustiques d'émergences au niveau des zones à émergence réglementée, sont respectées.

En revanche, ces mesures acoustiques ont mis en évidence le non-respect des valeurs imposées par l'arrêté préfectoral du 26/06/1997. L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 en matière de niveau d'émergence.

Ainsi cette seconde mise en demeure proposée à l'issue de la présente visite d'inspection du 19/03/2025 viendra compléter celle du 19/08/2024 (article 1) pour une mise en conformité globale des installations vis-à-vis du bruit au travers du respect des 2 paramètres réglementés par l'arrêté préfectoral (niveaux de bruit et niveaux d'émergence).

L'installation prochaine d'un silencieux en cheminée s'inscrit dans cette mise en conformité globale des installations.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Récolement MED - Emissions sonores : mesure des émergences**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/08/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Récolement MED - Emissions sonores : mesure des émergences
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 2 - La société MAGNESITA REFRACTORIES est mise en demeure de mesurer l'émergence générée par son installation dans les zones à émergence réglementée (ZER) conformément aux dispositions de l'article 52 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, dans un délai de 4

mois suivant la notification du présent arrêté.

A minima les mesures se font aux emplacements suivants :

- limite de la ZER au Nord-Ouest de l'établissement ;
- limite de la ZER au Nord-Est de l'établissement ;
- limite de la ZER à l'Est de l'établissement.

Les résultats commentés des mesures sont transmis à l'Inspection des installations classées.

*[Article 52 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012*

*L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté, ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.*

*Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes :  
[..]*

#### **Constats :**

##### Constats de la visite d'inspection précédente du 13/02/2023

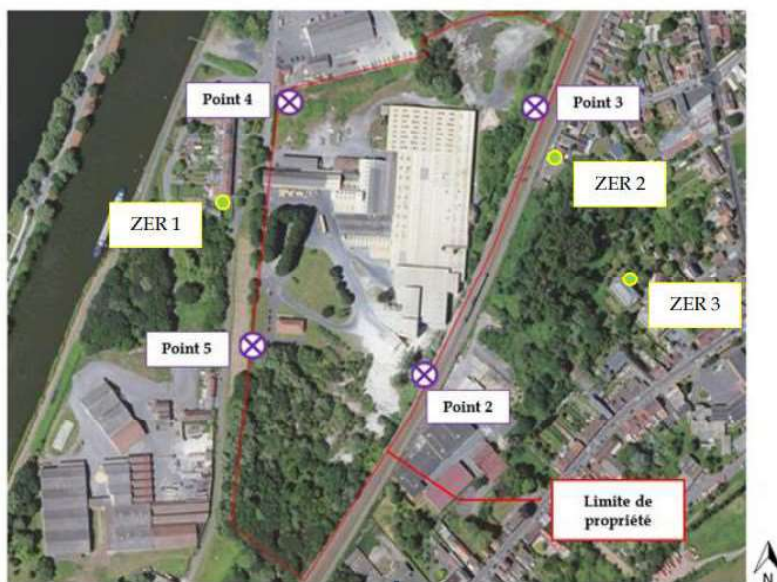
La visite d'inspection du 13/02/2023 a permis de constater que la mesure de l'émergence générée par les installations dans les zones à émergence réglementée n'a pas été réalisée par l'exploitant (Constats avec suites n°1).

En conséquence, M. le Préfet du Nord a pris un arrêté préfectoral de mise en demeure le 19/08/2024.

##### Constats de la présente visite d'inspection du 19/03/2025

Lors de la visite d'inspection du 19/03/2025, l'exploitant a présenté le dernier rapport de mesures acoustiques réalisées par la société ENTIME en septembre 2024 (installations en fonctionnement) et janvier 2025 (installations à l'arrêt) en limites de site et au niveau des zones à émergence réglementée (ZER) :

- Niveau de bruit en limites de site (points 2 à 5) ;
- Emergence évaluée au niveau des ZER :
  - ZER 1 : limite de la ZER au Nord-Ouest de l'établissement ;
  - ZER 2 : limite de la ZER au Nord-Est de l'établissement ;
  - ZER 3 : limite de la ZER à l'Est de l'établissement.



Localisation des points de mesure en 2024 et 2025

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/08/2024 sont respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Récolement MED - Emissions sonores : niveaux de bruit en limite de site**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 19/08/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Récolement MED - Emissions sonores : niveaux de bruit en limite de site

**Prescription contrôlée :**

Article 1 - La société MAGNESITA REFRACTORIES exploitant une installation de fabrication de briques réfractaires cuites sise 63 rue du Petit Bruxelles - sur le territoire de la commune de Valenciennes (59303) est mise en demeure de respecter les niveaux limites de bruit en limite de propriété imposés par l'article 13.4 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 1997 susvisé :

- en procédant aux travaux rendus nécessaires, dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté ;
- en réalisant une campagne de mesures de bruit dans l'environnement de façon à vérifier la conformité aux niveaux limites de bruit en limite de propriété imposés par l'article 13.4 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 1997 susvisé, dans un délai de 4 mois suivant la notification du présent arrêté.

A minima les mesures se font aux emplacements suivants :

- limites de propriété au niveau des points référencés 2, 3, 4 et 5 dans le rapport des mesures acoustiques de février 2023 susvisé.

Les résultats commentés des mesures sont transmis à l'Inspection des installations classées.

*[Article 13.4 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 1997*

*Niveaux acoustiques*

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Emplacement	Type de zone	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)		
		Jour	Période intermédiaire	Nuit
Limite de propriété	Industrielle	65	60	55

[...]

#### Constats :

##### Constats de la visite d'inspection précédente du 13/02/2023

La visite d'inspection du 13/02/2023 a permis de constater :

- mesures acoustiques de 2021 : dépassement du niveau de bruit imposé en limite de site et en période nocturne au niveau du point 2 : LAeq = 59 dB(A) pour un niveau limite de 55 dB(A) (Constats avec suite n°2) ;
- mesures acoustiques de 2023 :
  - dépassement important du niveau de bruit imposé en limite de site et en période nocturne au niveau du point 2 : LAeq = 64,3 dB(A) pour un niveau limite de 55 dB(A) (Constats avec suite n°3) ;
  - dépassement du niveau de bruit imposé en limite de site et en période nocturne au niveau du point 3 : LAeq = 56,9 dB(A) pour un niveau limite de 55 dB(A) (Constats avec suite n°4).

Les constats suivants ont également été établis lors de la visite d'inspection :

l'exploitant a d'ores et déjà mis en œuvre certaines actions correctives afin de limiter les émissions sonores du site. Néanmoins les possibilités de réduction du bruit au niveau du point de rejet des émissions atmosphériques issues du broyage dolomie et du déchargement des matières, vraisemblablement à l'origine des principales nuisances subies par le voisinage, sont actuellement en phase d'étude afin de revenir à une situation conforme.

En conséquence, M. le Préfet du Nord a pris un arrêté préfectoral de mise en demeure le 19/08/2024.

##### Constats de la présente visite d'inspection du 19/03/2025

Lors de la visite d'inspection du 19/03/2025, l'exploitant a indiqué avoir mis en œuvre les actions correctives sur lesquelles il s'était engagé lors de la visite d'inspection précédente et notamment :

- étude des possibilités de réduction du niveau de bruit au niveau du point de rejet des émissions atmosphériques issues du broyage dolomie et du déchargement des matières ;
- déplacement du moteur du ventilateur du RTO (oxydateur thermique pour le traitement des émissions atmosphériques des fours) ;
- asservissement du fonctionnement des dispositifs de dépoussiérages avec le fonctionnement des installations de broyage.

Sur les possibilités de réduction du niveau de bruit, l'exploitant a indiqué qu'en septembre 2024, de nouvelles mesures acoustiques ont été réalisées par ENTIME - installations en fonctionnement - en limites de site et au niveau des ZER.

Ces mesures ont permis de confirmer :

- la non-conformité des niveaux de bruit en limites de site au niveau des points 2 et 3 en période nocturne (cf. ci-après) ;  
 - que la principale source sonore à l'origine des non-conformités est effectivement la cheminée d'extraction d'air du broyeur de dolomie.  
 L'annexe 1 présente un extrait du rapport des mesures acoustiques 2024/2025 qui localise cette cheminée.

En séance, l'exploitant a précisé que la forme de l'embouchure de la cheminée était à l'origine de l'émission de bruit.

Sur le terrain, l'inspection a souhaité évaluer in situ l'impact sonore au sortir de cette cheminée. Aussi le niveau de bruit ambiant avec l'extraction d'air du broyeur de dolomie en fonctionnement a tout d'abord été apprécié, puis cette extraction d'air a été mise à l'arrêt. La différence de niveau de bruit entre les 2 situations est très significative.

En séance, l'exploitant a présenté les résultats des dernières mesures acoustiques réalisées par ENTIME du 19/09/2024 et 20/09/2024 (installations en fonctionnement) en limites de site et au niveau des ZER :

- Niveau de bruit en limites de site (points 2 à 5) ;
- Emergence évaluée au niveau des ZER (ZER1 à ZER3).

La localisation des points de mesures est présentée au point de contrôle n°1.

Points de mesure	Mesures du 19 et 20/09/2024 LAeq (dB(A)) Installations en fonctionnement		Seuils de l'APA du 26/06/1997 (dB(A))	
	Diurne	Nocturne	Diurne	Nocturne
2	63,2	<b><u>62,5</u></b>	65	55
3	54,6	<b><u>58,4</u></b>	65	55
4	51,2	50,3	65	55
5	52,9	51,7	65	55
ZER1	47,3	45,9	-	-
ZER2	60,7	57,3	-	-
ZER3	52,3	50,9	-	-

#### **Dépassement des valeurs limites réglementaires**

A noter que les émergences n'ont pas été calculées lors de cette campagne des mesures acoustiques, faute de mesures du bruit résiduel (mesures acoustiques devant être réalisées avec installations à l'arrêt et impose donc un arrêté complet des activités de l'usine). Celui-ci a été mesuré lors de la campagne de janvier 2025 et a permis de calculer les émergences (cf. point de contrôle n°3).

L'exploitant s'est rapproché de la société spécialisée ALPHACOUSTIC laquelle a proposé la mise en place d'un silencieux au débouché de la cheminée d'extraction d'air du broyage de dolomie, à une hauteur de 23 m.



La mise en œuvre de ce silencieux nécessite toutefois de mener au préalable une étude de faisabilité pour valider la capacité structurelle nécessaire pour accueillir cet équipement et définir la structure de maintien du silencieux (structure porteuse pour la reprise de charge liée à la mise en place du silencieux).

Pour ce faire, l'exploitant a consulté la société EUROP'INGENIERIE ainsi qu'un autre prestataire.

La mise en œuvre de la structure porteuse nécessite également de faire appel à une entreprise de chaudronnerie spécialisée. Plusieurs prestataires ont été consultés.

Enfin l'installation de la structure porteuse et du silencieux impose de refaire l'étanchéité de la toiture avec l'intervention d'une entreprise spécialisée. Plusieurs prestataires ont été consultés.

En séance, l'exploitant a présenté la chronologie des différentes actions entreprises afin de se mettre en conformité. Post-inspection, l'exploitant a informé régulièrement l'inspection de leur état d'avancement. L'exploitant a souligné les difficultés à trouver un prestataire compétent en matière d'acoustique depuis la visite d'inspection initiale, afin de l'accompagner dans la mise en conformité de ses installations.

Il en résulte que le déroulé précis des actions de mise en conformité est le suivant :

19 et 20/09/2024 : Mesures acoustiques - installations en fonctionnement

17/12/2024 : Réception de l'offre technique et commerciale ALFACOUSTIC, version A, pour le silencieux

06/01/2025 : Mesures acoustiques - installations à l'arrêt

14/01/2025 : Présentation de l'offre ALFACOUSTIC aux équipes RHI MAGNESITA

14/01/2025 : Réception de l'offre technique et commerciale ALFACOUSTIC, version B, pour le silencieux

04/02/2025 : Visite sur site avec EUROP'INGENIERIE pour devis de l'étude de faisabilité

05/02/2025 : Réception de l'offre EUROP'INGENIERIE pour l'étude de faisabilité

06/02/2025 : Visite sur site avec un autre prestataire pour devis de l'étude de faisabilité

21/02/2025 : Réception de l'offre du second prestataire pour l'étude de faisabilité

03/03/2025 : Validation de l'offre EUROP'INGENIERIE

17/03/2025 : Intervention de EUROP'INGENIERIE sur site

03/04/2025 : Réception de l'étude de faisabilité EUROP'INGENIERIE

10/04/2025 : Réception des plans EUROP'INGENIERIE

10/04/2025 : Lancement de l'appel d'offre pour la fabrication de la structure porteuse

14/04/2025 : Réception de l'offre technique et commerciale ALFACOUSTIC, version A pour la structure porteuse

23/04/2025 : Réunion de mise au point avec ALFACOUSTIC sur les différentes offres

24/04/2025 : Réception de l'offre technique et commerciale ALFACOUSTIC, version C, pour le silencieux

24/04/2025 : Réception de l'offre technique et commerciale ALFACOUSTIC, version B pour la structure porteuse

Avril/mai 2025 : Lancement de l'appel d'offre pour l'étanchéité après installation de la structure porteuse et du silencieux

23/05/2025 : Commande du silencieux

23/05/2025 : Appels d'offre pour la structure porteuse et l'étanchéité toujours en cours

26/06/2025 : Réunion d'alignement avec les différents prestataires retenus (silencieux, structure porteuse, étanchéité). Construction du planning de réalisation des travaux.

A la date de rédaction du présent rapport, les éléments de planning définitifs n'ont pas été communiqués à l'inspection.

**Compte tenu de cette situation de non-conformité qui s'inscrit dans le temps, l'inspection des installations classées estime que la réalisation des travaux dans un délai optimisé doit donc désormais être entreprise par l'exploitant.**

**In fine, à date, les niveaux de bruit en limite de site imposés par l'article 13.4 de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 ne sont pas respectés en période nocturne sur les points 2 et 3.**

**Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/08/2024 ne sont donc pas respectées.**

Néanmoins compte tenu de la nature des travaux à effectuer pour se mettre en conformité, des études préalables que l'exploitant a dû mener et des différents corps de métier qui doivent intervenir, l'inspection estime que le délai initial de la mise en demeure du 19/08/2024 n'était pas tenable.

De plus, il ressort que l'exploitant est dans une démarche concrète de mise en conformité de ses installations mais que cette démarche n'est pas aboutie à ce jour.

**Compte tenu des mesures effectivement prises et des démarches engagées, aucune sanction administrative n'est proposée à ce stade.**

Toutefois, l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/08/2024 porte sur le respect des niveaux de bruit en limite de site imposés par l'article 13.4 de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997, lesquels ne sont pas satisfaits à ce jour.

L'article 2 porte quant à lui sur la réalisation des mesures d'émergences au niveau des ZER, lesquelles ont été réalisées et ont mis en évidence le non-respect des valeurs imposées par l'arrêté préfectoral du 26/06/1997.

Aussi la mise en conformité des installations doit-elle porter à la fois sur le niveau de bruit en limite de site (objet de la mise en demeure du 19/08/2024) ainsi que sur le niveau d'émergences en ZER.

**C'est pourquoi l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 en matière de niveau d'urgence. Ces éléments sont développés au point de contrôle n°3.**

Ainsi cette seconde mise en demeure viendra compléter celle du 19/08/2024 pour une mise en conformité globale des installations vis-à-vis du bruit au travers du respect des 2 paramètres réglementés par l'arrêté préfectoral.

Le délai proposé pour cette seconde mise en demeure s'inscrit dans la nécessité de réaliser les travaux dans un délai optimisé, tel que souligné précédemment par l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 :** Emissions sonores : niveaux d'urgence

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/06/1997, article 13.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions sonores : niveaux d'urgence

**Prescription contrôlée :**

## Niveaux acoustiques

[...]

Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :

-5 dB(A) pour la période allant de 6h30 à 21h30, sauf dimanches et jours fériés ;

-3 dB(A) pour la période allant de 21h30 à 6h30, ainsi que les dimanches et jours fériés ;

Les critères d'émergence doivent être respectés à une distance de 50 m des limites de propriété de l'établissement.

### Constats :

Lors de la visite d'inspection du 19/03/2025, l'exploitant a présenté le dernier rapport de mesures acoustiques réalisées par la société ENTIME en septembre 2024 (installations en fonctionnement) et janvier 2025 (installations à l'arrêt) en limites de site et au niveau des ZER :

- Niveau de bruit en limites de site (points 2 à 5) ;

- Emergence évaluée au niveau des ZER (ZER1 à ZER3).

La localisation des points de mesures est présentée au point de contrôle 1.

Les résultats pour les émergences, objets du présent point de contrôle sont les suivants :

Points de mesure	Niveau d'émergence calculé (dB(A)) Mesures du 19 et 20/09/2024 et du 06 et 07/01/2025		Seuils de l'APA du 26/06/1997 (dB(A))	
	Diurne	Nocturne	Diurne	Nocturne
ZER1	0	0	5	3
ZER2	0	<b>6,3</b>	5	3
ZER3	0	2,9	5	3

### Dépassement des valeurs limites réglementaires

**Constats avec suite n°1 :** Les résultats des mesures montrent un dépassement important du niveau d'émergence en période nocturne au niveau du point ZER2.

L'exploitant a indiqué que la mise en conformité de ses installations sur le niveau d'émergence s'inscrivait pleinement dans le plan d'actions actuellement mené sur le site avec la mise en place prochaine d'un silencieux au débouché de la cheminée d'extraction d'air du broyage de dolomie. L'ensemble de ce plan d'actions a été développé au point de contrôle n°2.

Toutefois, l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/08/2024 porte sur le respect des niveaux de bruit en limite de site imposés par l'article 13.4 de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997, lesquels ne sont pas satisfaits à ce jour.

L'article 2 porte quant à lui sur la réalisation des mesures d'émergences au niveau des ZER, lesquelles ont été réalisées et ont mis en évidence le non-respect des valeurs imposées par l'arrêté préfectoral du 26/06/1997.

Aussi la mise en conformité des installations doit-elle porter à la fois sur le niveau de bruit en limite de site (objet de la mise en demeure du 19/08/2024) ainsi que sur le niveau d'émergences en ZER.

**C'est pourquoi l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de mettre en demeure**

**l'exploitant de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 en matière de niveau d'urgence.**

Ainsi cette seconde mise en demeure viendra compléter celle du 19/08/2024 pour une mise en conformité globale des installations vis-à-vis du bruit au travers du respect des 2 paramètres réglementés par l'arrêté préfectoral.

Le délai proposé pour cette seconde mise en demeure s'inscrit dans la nécessité de réaliser les travaux dans un délai optimisé, tel que souligné précédemment par l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois